

Madelin cultive sa singularité

Guillaume Tabard

Alain Madelin n'a pas attendu les attentats du 11 septembre pour s'intéresser à la politique étrangère. Depuis plusieurs mois, le candidat libéral à la présidence de la République voyait une ligne de clivage entre ses choix internationaux, énoncés au nom du principe de la « préférence démocratique » en Afrique comme au Proche-Orient, et ceux de Jacques Chirac.

Après le quadruple attentat de New York et Washington, lui, l'ami de longue date du commandant Massoud, l'opposant assassiné des taliban en Afghanistan, a eu beau jeu de dénoncer la cécité des démocraties occidentales. « Pas plus que nous n'avons voulu voir le Cambodge des Khmers rouges, nous n'avons voulu voir en face l'Afghanistan des taliban », écrivait-il la semaine dernière dans *Le Figaro* en rappelant au passage que Jacques Chirac avait refusé de recevoir Massoud à l'Élysée, en avril dernier.

Mardi dernier, Alain Made-

lin était à Rome, à l'invitation de la fondation Novo Repubblica, un cercle de réflexion proche de Silvio Berlusconi. C'était à la veille des déclarations à Berlin du chef du gouvernement italien sur la « supériorité » de l'Occident sur l'islam. Pour le président de Démocratie libérale, la crise internationale n'est pas « une guerre entre le Nord et le Sud, ni entre les riches et les pauvres, ni entre l'islam et l'Occident », mais une guerre contre « un nouveau fascisme animé au sein de l'islam par une minorité de fanatiques ».

Ce qu'il s'agit de défendre, pour Madelin, ce sont donc ces « valeurs communes que les démocraties ont déjà défendues face aux deux premiers totalitarismes du XX^e siècle ». C'est pour cela que, parmi les responsables politiques français, il est sans doute celui qui prône la plus grande solidarité à l'égard des États-Unis. « Menacés en commun, nous devons riposter en commun », soulignait-il à Rome. Dans *Le Monde*, il s'insurge contre « les hommes politiques qui adorent donner des conseils aux Américains », alors que les

Américains, de leur côté, « sont venus deux fois se battre et mourir pour nous ».

Surtout, l'après-11 septembre appelle la mise en place d'un « nouvel ordre international, une nouvelle alliance de toutes les nations démocratiques ». Ce qui suppose, poursuit-il, « de revoir notre politique étrangère et mettre fin à des amitiés douteuses avec des pays qui oppriment leurs peuples ». Derrière le rappel de ce principe, Alain Madelin vise Chirac. « Il faut bien sûr entretenir des relations commerciales avec la Chine, mais on n'est pas obligé de danser avec ses dirigeants », lance-t-il, faisant allusion à la danse entre le premier ministre chinois et Bernadette Chirac en Corrèze. « Peut-on affirmer vouloir combattre les États qui soutiennent les terroristes et dérouler à Paris le tapis rouge pour les dirigeants syriens ? », ajoute-t-il.

Déjà, il s'était refusé à renvoyer dos à dos Israéliens et Palestiniens en soulignant que les principes démocratiques n'étaient pas défendus avec la même vigueur par les deux parties en présence. Alain Madelin pointe encore l'incohérence entre la dénonciation des actes terroristes des islamistes de la mouvance Ben Laden et le silence sur les crimes commis également par des islamistes en Algérie ou au Soudan (« un million de morts au Soudan, loin des télé, loin du cœur »).

La leçon de libéralisme appliqué en diplomatie revient pour Alain Madelin à « remettre de la morale dans la politique étrangère », à affirmer la supériorité du « droit des personnes » sur « le droit des États ». Contre les « souverainistes » qui refusent l'ingérence dans les affaires intérieures d'un pays étranger, il met en avant la dimension universelle des droits de l'homme. D'où son soutien appuyé à la création d'une cour pénale internationale.